

Interview avec un élu de Melilla: «Nous vivons dans l'incertitude et l'insécurité»

01.03.2020 | Interview avec un élu de Melilla: «Nous vivons dans l'incertitude et l'insécurité»

Le blocus marocain au niveau de Sebta et Melilla isole les deux présides. Si le Maroc campe sur ses positions et y voit plusieurs avantages, l'incertitude ne cesse de grandir en revanche dans les deux villes frontalières. Interrogé par H24info, Emilio Guerra, candidat au Sénat pour le parti Coalition pour Melilla (CpM), deuxième force politique de Melilla, parle à cœur ouvert d'une situation devenue frustrante pour l'ensemble des habitants de l'enclave.

Ex-militaire et ancien entraîneur de basketball, Emilio Guerra a fait un long parcours politique avec plusieurs cordes à son arc. Il a fait sa carrière politique au sein de la CpM, formation politique modérée et progressiste.

Le parti est la deuxième force politique dans la ville après le Parti Populaire (droite). Au sein du gouvernement actuel, le parti se charge de quatre portefeuilles ministériels, tandis que 8 des 25 députés de l'Assemblée de Melilla sont issus de cette formation politique qui fait actuellement partie du gouvernement local, aux côtés du PSOE et de

Ciudadanos.

Cette année, le parti s'est présenté pour la première fois au Congrès et au Sénat, où notre interlocuteur, Emilio Guerra, a été l'unique candidat du parti, mais a échoué à cause d'une petite marge dans les votes.

Le poste-frontière au niveau de Melilla a été fermé par décision unilatérale du Maroc en 2018. Quel sentiment règne dans l'enclave?

Nous sommes une des frontières de l'Union Européenne qui présente le plus de contradictions, nous devons trouver un équilibre pour qu'elle soit sûre, agile et perméable à la fois, ce qu'elle n'est malheureusement pas en ce moment.

Cette frontière caractérise et définit Melilla et c'est une chose qui l'isole géographiquement et détermine notre économie et qui délivre une fonction importante dans ce qu'on appelle le contrôle migratoire et l'accès à l'Europe. Mais pour nous, concrètement, la frontière n'est pas seulement une ligne territoriale ou politique. Pour les Melillis, il s'agit d'un patrimoine commun, qui dépasse le clivage géographique entre deux pays avec l'idée qu'il ne s'agirait que d'une base d'échanges commerciaux.

Lire aussi: Melilla: asphyxiées, les entreprises exigent plus de fluidité aux frontières avec le Maroc

Pour tout cela, nous sommes frustrés parce que nous considérons que nous faisons partie des deux rives, et si la frontière ne fonctionne pas pour telle ou telle raison, c'est comme si nous nous retrouvions face à un mur à l'intérieur de notre propre maison. Je pense qu'il s'agit d'un sentiment spécial, que la majeure partie des gens vivant dans des régions transfrontalières ressent.

Selon les autorités marocaines, depuis la fermeture du passage transfrontalier de Melilla, les affaires ont repris de plus belle à Nador. Qu'en est-il du climat des affaires dans l'enclave ?

Sur ce point-là, il faudrait creuser un peu plus. Mais il est évident qu'aussi bien Sebta que Melilla ont été affectées. Il faut souligner aussi que cette activité portait déjà une date de péremption grâce notamment au désarmement douanier du Maroc vis-à-vis de l'Union Européenne.

De plus, ce commerce irrégulier qui a été un modèle toléré durant plusieurs années, a également été très critiquable, surtout à l'égard de ce qu'on appelle les «femmes mulets».

Aucun signal ne permettait d'entrevoir la fermeture de ces postes-frontières, mais est-ce que cela n'a pas été anticipé par les différents gouvernements locaux ?

En effet, la coopération entre le Maroc et l'Union Européenne ne date pas d'hier. Les accords de libres échanges et surtout l'accord euro-méditerranéen, qui est entré en vigueur en 2000 et ayant connu d'importants élargissements les années qui ont suivi, prévoyaient déjà le transport direct de marchandises de l'Union Européenne vers le Maroc.

Dans ce contexte, Sebta et Melilla endossaient le rôle d'intermédiaires. Mais depuis la signature de ces accords et alors que les deux villes étaient au courant de ces facteurs, rien de concret n'a réellement été effectué. Certains et moi-même, venons prêcher dans le désert depuis un certain temps, en évoquant un modèle de développement agonisant, mais malheureusement les mauvais gouverneurs de ces temps-là ont opté pour la solution la plus simple, en laissant le problème sans véritable solution. Et voilà que 20 ans après, ces fermetures ont été actées.

Melilla reste très silencieuse alors qu'elle a été touchée par cette décision dès 2018, soit deux ans avant Sebta, qui a été plus réactive en sollicitant le gouvernement central et en convoquant avec votre gouvernement une réunion bilatérale pour contrecarrer ce blocus. Une solution à deux est-elle la plus viable ?

Bien que nous soyons souvent mis dans le même sac, les deux villes présentent d'importantes différences, et dans ce sens, pas tout ce qui affecte Sebta peut impacter par ricochet Melilla. Mais sur un niveau politique, les deux villes vont toujours de pair.

Le gouvernement local que nous avons dans cette ville est complètement différent ethno-politiquement parlant à celui de Sebta. A Melilla, cette frontière existe depuis plus de 130 ans et a été ratifiée après l'indépendance du Maroc.

Lire aussi: Réunion de haut niveau entre Sebta et Melilla pour contrecarrer le « blocus » marocain

Bien que le Maroc ait agi dans sa pleine souveraineté, cette décision nous a pris de court, surtout qu'entre deux pays voisins et amis, le dialogue est fortement conseillé. De plus, une déclaration d'intention, prévoyant une période de préavis devrait être communiquée dans un premier temps.

C'est pour cela que nous vivons désormais dans l'incertitude et l'insécurité. Au sein de la CpM, nous insistons sur la nécessité de dialogue permanent et pour la sauvegarde d'un traité de bon voisinage entre les deux pays. Nous pensons et croyons que dans cet espace généreux de coopération mutuelle, il est encore possible de faire revivre l'accord douanier que nous avons avec le Maroc, toujours bien sûr dans des conditions pouvant être considérées comme opportunes pour les deux parties concernées.

Le gouvernement de Madrid est resté muet depuis la fermeture du poste-frontière en 2018. Quelles sont les mesures encore envisageables pour votre gouvernement et votre parti ?

Nous sommes et demeurons un parti local avec des ambitions ancrées dans le local. Cette question reste dans le champ des politiques d'États, où nous n'avons aucune compétence, bien que nous pouvons suggérer à ce que le gouvernement central soit en mesure d'atteindre des ambitions communes et d'entreprendre des discussions avec le Maroc.

En ce qui concerne les relations hispano-marocaines, je souligne qu'il s'agit de relations entre deux États, où notre parti ne jouit d'aucune compétence, mais dispose néanmoins d'une opinion. Car dans le contexte dans lequel nous vivons, où la mondialisation est facteur majeur, nous sommes dans l'obligation de nous entendre. La coopération entre les deux pays est excellente, l'Espagne est le premier associé du Maroc dans plusieurs domaines, et c'est précisément grâce au désarmement douanier.

Lire aussi: Sebta et Melilla suffoquent et se tournent vers le gouvernement central

Dans ce sens, nous pensons que le chemin à suivre passe par d'avantage d'implication des institutions européennes. Je pense d'un point de vue personnel que Sebta comme Melilla, doivent cesser d'être un frein à la préservation de ces relations. Notre devoir en tant que politiques est de trouver conjointement une formule garantissant un profit mutuel.

Récemment la police locale de Melilla a dénoncé l'apparition de mystérieuses revendications qui remettent en question l'"hispanité" de Melilla. La réaction alarmiste de la police

était-elle justifiée?

Ces revendications n'ont été que des cas isolés qui n'ont eu aucune incidence sur la ville. Dans ce sens, on peut assurer que la ville de Melilla est un modèle où traditionnellement et historiquement nous avons cohabité et nous avons pu maintenir une excellente harmonie entre les différentes cultures et religions qui existent et perdurent dans cette ville.

Lire aussi: De mystérieuses revendications pour la décolonisation de Melilla refont surface

Je veux aussi évoquer cette nouvelle société qui surgit dans la ville qui jouit d'un des plus haut taux de natalité en Europe. Nous sommes en train d'enfanter une nouvelle culture, qui est le fruit de cette multiculturalité. Et je pense que ceci est un trésor pour notre ville et un patrimoine que nous devons chérir, parce qu'il fait partie intégrante de la ville. En tout cas, ces cas isolés et ces revendications non eut aucune incidence sur cette ville, je tiens à le souligner.

Source

: <https://www.h24info.ma/maroc/interview-avec-un-elu-de-melilla-nous-vivons-dans-lincertitude-et-linsecurite/>

Faiza Rhoul